

**Le rôle de Bank Al-Maghrib dans la promotion de l'inclusion financière au
Maroc : Cas de la stratégie nationale d'inclusion financière**

**The role of Bank Al-Maghrib in promoting financial inclusion in Morocco:
The case of the national financial inclusion strategy**

MABROUK Said

Doctorant

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Kénitra

Université Ibn Tofail - MAROC

Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des Organisations (LRSGO)

QAFAS Ahlam

Enseignante chercheuse

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Kénitra

Université Ibn Tofail - MAROC

Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des Organisations (LRSGO)

Date de soumission : 01/09/2024

Date d'acceptation : 04/11/2024

Pour citer cet article :

MABROUK. S. & QAFAS. A. (2024) « Le rôle de Bank Al-Maghrib dans la promotion de l'inclusion financière au Maroc : Cas de la stratégie nationale d'inclusion financière », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 11 » pp : 455-473.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Au Maroc, divers établissements ont instauré de nombreuses initiatives pour renforcer l'accès aux services financiers pour tous les segments de la population, y compris les particuliers et les entreprises. Cependant, l'accès aux services financiers formels reste limité et inégal. Pour y apporter une solution, Bank Al-Maghrib (BAM) en partenariat avec le ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration (MEFRA), ont initié en 2016 une stratégie nationale d'inclusion financière. Cet article explore le rôle central de Bank Al-Maghrib dans la promotion de l'inclusion financière au Maroc, en mettant l'accent sur ses définitions, ses objectifs et les avantages qu'elle procure. En utilisant une approche analytique des recherches existantes, l'article explore l'importance de l'inclusion financière pour le développement économique et social, en soulignant les efforts de BAM pour garantir un accès équitable aux services financiers pour tous, notamment les femmes, les populations rurales, les jeunes et les très petites entreprises (TPE). Les résultats de cette recherche montrent que le rôle actif de BAM dans la promotion de l'inclusion financière a eu un impact significatif sur l'intégration économique et sociale de la population marginalisée.

Mots clés : Bank Al-Maghrib ; Inclusion financière ; Innovation ; Efficacité ; Maroc.

Abstract

In Morocco, various institutions have introduced a number of initiatives to strengthen access to financial services for all segments of the population, including individuals and businesses. However, access to formal financial services remains limited and uneven. To address this, Bank Al-Maghrib (BAM) in partnership with the Ministry of Economy, Finance and Administration Reform (MEFAR), initiated a national financial inclusion strategy in 2016. This article explores the central role of Bank Al-Maghrib in promoting financial inclusion in Morocco, focusing on its definitions, objectives and benefits. Using an analytical approach to existing research, the article explores the importance of financial inclusion for economic and social development, highlighting BAM's efforts to ensure equitable access to financial services for all, including women, rural populations, young people and very small enterprises (VSEs). The results of this research show that BAM's active role in promoting financial inclusion has had a significant impact on the economic and social integration of the marginalized population.

Keywords: Bank Al-Maghrib; Financial Inclusion; Innovation; Effectiveness; Morocco.

Introduction

L'accès aux services financiers est un levier essentiel pour l'émancipation économique des différents segments de la population, particuliers et entreprises, particulièrement dans les pays en développement comme le Maroc. Comprendre les dynamiques de cet accès est crucial pour appréhender les spécificités économiques locales et favoriser une inclusion financière efficace. Malgré des progrès notables en matière d'inclusion financière, des études, telles que celle de la Banque Mondiale (2016), indiquent que la population marocaine continue de faire face à des obstacles structurels, tels que des restrictions juridiques, ainsi qu'à des barrières réglementaires, notamment des règles trop strictes en matière de connaissance du client, et à des difficultés commerciales, comme des produits inadaptés ou des circuits de distribution difficilement accessibles. De même, l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (2016) pointe les difficultés rencontrées par cette population marginalisée pour obtenir des financements, limitant ainsi leur potentiel d'innovation, de création d'emplois, de croissance et de cohésion sociale. Toutefois, une étude de la Banque Africaine de Développement (2013) révèle les potentialités que l'inclusion financière peut offrir, en termes de croissance et d'innovation entrepreneuriale.

Dans ce cadre, depuis 2016, le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration (MEFRA) en collaboration avec Bank Al-Maghrib, ont entrepris l'élaboration d'une Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF). Cette initiative s'inscrit dans un cadre de partenariat national visant à coordonner les actions et à harmoniser les perspectives de l'ensemble des acteurs de l'écosystème financier. Résultat d'un vaste processus de consultation et de réflexion, cette stratégie a formulé une vision nationale, accompagnée d'orientations spécifiques et de leviers stratégiques. Elle se concentre sur les groupes clés tels que les jeunes de moins de 25 ans, les femmes, les habitants de zones rurales et les très petites entreprises (Bank Al-Maghrib & MEFRA 2019).

Face à ce contexte, la présente recherche revêt une importance cruciale pour répondre à la question suivante : **Comment les politiques monétaires et réglementaires mises en œuvres par Bank Al-Maghrib peuvent-elles favoriser un accès élargi aux services financiers ?** Cette analyse permet d'identifier les stratégies efficaces ainsi que les domaines nécessitant des améliorations, fournissant ainsi des informations précieuses pour les décideurs politiques et les institutions financières. En examinant les impacts de ces politiques, cette étude contribuera à la formulation de recommandations stratégiques visant à renforcer l'inclusion financière et à optimiser l'efficacité des interventions dans le secteur.

L'analyse des recherches préexistantes a permis de définir quatre domaines d'investigation qui structureront le plan de cette étude. Le premier domaine se concentra sur un aperçu de la stratégie nationale d'inclusion financière au Maroc, en examinant la revue de littérature et les données secondaires existantes. Le second domaine s'intéressera à la définition et aux fonctions des banques centrales, en explorant leur rôle dans le système financier. Le troisième domaine se penchera sur l'analyse du rôle de Bank Al-Maghrib dans la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière. Enfin, le quatrième domaine abordera des perspectives futures et des évolutions probables de l'inclusion financière au Maroc.

1. Revue de la littérature sur la stratégie nationale d'inclusion financière au Maroc

1.1. État des lieux de l'inclusion financière au Maroc

Au cours des dernières années, le Maroc a connu une expansion significative de son marché financier, tant en termes de volume que de valeur. Depuis 2013, des augmentations notables ont été enregistrées dans le nombre de comptes bancaires (+26%), de compte d'épargne (+19%), de cartes bancaires (+32%) et de crédits aux particuliers (+15%). En termes de valeur, depuis 2010, les dépôts des particuliers ont progressé de 41%, les échanges scripturaux ont augmenté de 82% en nombre et de 12% en montant, tandis que les encours des crédits aux particuliers ont grimpé de 51%. Dans le secteur de l'assurance, les primes non-vies ont augmenté de 37% sur la même période. Toutefois, l'analyse de la demande révèle une performance mitigée du Maroc en matière de pénétration des services financiers. En 2017, l'enquête FINDEX a montré que seulement 29% des adultes marocains possédaient un compte dans le système bancaire formel, un chiffre inférieur à la moyenne de la région MENA (44%) (Bank Al-Maghrib & MEFRA, 2019 ; Demirguc-Kunt, et al., 2018).

Ce faible taux d'inclusion financière est dû à plusieurs obstacles, notamment économiques et géographiques, qui restreignent l'accès d'une grande partie de la population aux services financiers de base (Benyacoub, 2021). De plus, la disparité entre les différentes catégories sociodémographiques, notamment entre les genres et les zones urbaines et rurales, accentue la nécessité d'adopter une approche stratégique pour améliorer l'inclusion financière (Mishra, et al., 2024).

L'identification des obstacles majeurs à l'inclusion financière tels que le manque de fonds, les frais de services élevés, et le manque de confiance dans les institutions financières permet de formuler des interventions précises visant à les surmonter (Elouaourti & Ezzahid, 2022). Cette analyse détaillée sert de base pour l'élaboration de politiques inclusives visant à réduire les inégalités financières et à promouvoir un accès équitable aux services financiers, en ligne avec

les recommandations internationales sur les meilleures pratiques en matière d'inclusion financière (Banque Mondiale, 2017).

1.2. Définition de l'inclusion financière

À l'échelle mondiale, l'inclusion financière constitue une priorité politique majeure pour de nombreux gouvernements, en raison du manque d'accès d'une grande partie des adultes en âge de travailler au secteur financier formel, ce qui représente un problème significatif de politique publique (Arun & Kamath, 2015). Dans ce contexte, la Banque Mondiale (2014) définit l'inclusion financière comme la proportion de personnes et d'entreprises utilisant des services financiers. En effet, cette notion est également perçue comme le processus visant à garantir l'accès à divers services financiers, tels que l'épargne, les assurances, les paiements, les transferts et un crédit approprié pour les groupes vulnérables à un coût abordable (Bhanot, et al., 2012). Dev (2006), quant à lui, souligne l'importance de proposer ces services à des prix accessibles, ce qui est essentiel pour intégrer les groupes désavantagés et à faible revenus dans le système financier.

Considérée comme un levier essentiel dans la lutte contre la pauvreté, l'inclusion financière est soutenue par de nombreuses études qui mettent en évidence ses impacts positifs sur l'amélioration des conditions de vie (Munyegera & Matsumoto, 2016 ; Abor, et al., 2018 ; Bukari, et al., 2020 ; Koomson, et al., 2020). En facilitant l'accès aux ressources financières, elle permet aux individus et aux ménages d'investir dans des domaines essentiels tels que l'éducation (Arora, 2012 ; Chiapa, et al., 2016) et la santé (Jalilian & Kirkpatrick, 2002 ; Akotey & Adjasi, 2016). Par ailleurs, l'inclusion financière joue un rôle crucial dans la protection des ménages contre les risques idiosyncratiques et les chocs économiques soudains, comme l'ont souligné Duflo, et al. (2013), Giordano & Ruiters (2016), et Koomson, et al. (2021).

L'inclusion financière, telle que définie par Bank Al-Maghrib et le ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration (2019), implique un accès équitable aux produits et services financiers formels (tels que les transactions, les paiements, l'épargne, le financement et l'assurance) pour tous les individus et entreprises, afin qu'ils puissent les utiliser de manière adaptée à leur besoins et à leurs moyens, tout en favorisant l'inclusion économique et sociale et préservant leurs droits et dignité. Cette définition recoupe l'ensemble des dimensions de l'inclusion financière (Accès, Usage, Qualité et Bien-être) et couvre l'ensemble des segments de la population :

- « **Ensemble des individus et des entreprises** » : tous les individus et entreprises doivent bénéficier de l'inclusion financière, en particulier les segments souvent exclus ou sous-

desservis (femmes, jeunes, la population rurale...). Elle ne concerne pas seulement les particuliers, mais aussi les entreprises de toutes tailles et secteurs d'activité, qui doivent pouvoir accéder à des produits et services adaptés à leurs besoins.

- « **Accès** » & « **Utilisation** » : la fourniture de services financiers ne doit pas être la seule dimension de l'inclusion financière, mais doit également viser à promouvoir leur utilisation régulière. En effet, seule l'utilisation active de ces produits garantit leur intégration durable dans le quotidien des ménages et des entreprises, permettant ainsi de bénéficier pleinement des avantages de l'inclusion financière, tels que la sécurité des transactions, la capacité d'épargne et d'investissement, et l'accès au financement des projets.
- « **Adaptation aux besoins et aux moyens des usagers** » : l'inclusion financière vise à développer des produits et services adaptés aux spécificités des marocains, en particulier les segments défavorisés. Cela inclut la prise en compte de faibles montants, l'irrégularité des revenus, l'isolement géographique et la faible éducation financière, afin de répondre efficacement aux besoins de ces populations.
- « **Bénéfice en termes d'inclusion économique et sociale** » : l'inclusion financière doit viser plus largement à promouvoir le développement économique et social des individus et des entreprises. À ce titre, les actions à entreprendre doivent maximiser la complémentarité avec d'autres politiques poursuivant les mêmes objectifs, afin d'assurer une cohérence et une efficacité accrues dans la réalisation de ces objectifs communs.

1.3. Importance d'une stratégie nationale d'inclusion financière pour le Maroc

Considérée d'une part comme une composante importante des modèles de développements des pays, l'inclusion financière a par ailleurs gagné en importance au fil des années, attirant ainsi de plus en plus l'intérêt des autorités publiques et des organismes internationaux soucieux de lutter contre la pauvreté et de favoriser le bien-être social et économique des populations (Atta, 2023). En effet, l'importance d'élaborer et d'implémenter une stratégie nationale d'inclusion financière pour le Maroc réside dans la capacité de cette stratégie à adresser systématiquement les lacunes identifiées dans l'accès aux services financiers.

De plus, l'adoption d'une telle stratégie est cruciale pour renforcer la cohésion économique et sociale en promouvant une intégration financière plus large à travers les différentes couches de la société marocaine (Oyewole, et al., 2024). À ce titre, et conformément aux perspectives développées par le groupe de la Banque Mondiale (2021), une stratégie bien définie peut potentiellement transformer le paysage économique en offrant un accès équitable aux services financiers, ce qui est essentiel pour réduire la pauvreté et favoriser une croissance inclusive.

De plus, une stratégie d'inclusion financière bien articulée permet au Maroc de s'aligner sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'objectif 1 : Éliminer la pauvreté (Ahmed, et al., 2015) et l'objectif 8 qui prône la promotion d'une croissance économique soutenue, partagée et durable (Bouchtaoui, 2023). En outre, en améliorant l'accès aux services financiers pour les segments sous-desservis de la population, tels que les femmes, les jeunes, les ruraux et les petites entreprises, la SNIF vise à intégrer une plus grande partie de la population dans l'économie formelle, augmentant ainsi leur contribution au développement économique du pays (Demirguc-Kunt, et al., 2018).

En effet, la recherche montre que l'inclusion financière est également essentielle pour stimuler l'activité entrepreneuriale, en fournissant les outils financiers nécessaires pour l'initiation et l'expansion des entreprises, ce qui, à terme contribue à la création d'emplois et l'innovation (Mao, et al., 2023). De plus, en facilitant l'accès au crédit et en diversifiant les services financiers, la SNIF peut aider à surmonter les barrières traditionnelles au financement des entreprises, notamment pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPMEs), qui, par ailleurs, représentent un moteur clé de l'économie marocaine (Félix, 2023 ; Sun & Zhang, 2024).

En conclusion, la mise en place d'une SNIF est impérative pour le Maroc afin de combler les écarts d'inclusion financière et de stimuler le développement économique et social durable. Ainsi, cette stratégie devrait être soutenue par une politique cohérente et des initiatives réglementaires qui, en outre, favorisent l'innovation financière et l'équité dans l'accès aux services financiers.

1.4. Processus de développement de la stratégie

Le processus de développement de la SNIF au Maroc est essentiel pour assurer une mise en œuvre efficace et des résultats durables. Ce processus doit être soigneusement planifié et exécuté en plusieurs phases critiques qui facilitent une intégration cohérente et systématique des services financiers dans l'économie nationale. Selon (Anakpo, et al., 2023), la planification stratégique dans le développement de l'inclusion financière doit débiter par une évaluation approfondie des besoins des utilisateurs et des obstacles existants, ce qui permet de cerner avec précision les lacunes à combler et les opportunités à saisir.

En ce qui concerne le développement de la SNIF, il s'articule autour de trois étapes majeures : la pré-formulation, la formulation et la mise en œuvre. Chacune de ces étapes est cruciale et requiert l'engagement des parties prenantes à tous les niveaux, y compris les autorités gouvernementales, les institutions financières, et les bénéficiaires potentiels (AFI, 2022).

Tout d'abord, la première phase, appelée pré-formulation, commence par la mise en place d'un groupe de travail par Bank Al Maghrib et la Direction du Trésor et des Finances extérieures. Ce groupe, en particulier, est chargé de définir les étapes du processus et de lancer les travaux de la stratégie. De plus, cette phase inclut également une revue des pratiques internationales pour identifier les parties prenantes et les partenaires clés, ainsi qu'une consultation de ces parties prenantes pour identifier la structure de gouvernance nécessaire (Bank Al Maghrib & MEFRA, 2019).

Ensuite, la deuxième phase, dite de formulation, débute avec le lancement de l'enquête FINDEX pour analyser l'état des lieux de l'inclusion financière au Maroc. Par la suite, des ateliers techniques avec les parties prenantes permettent de définir les priorités de la stratégie. En outre, cette phase inclut l'identification des populations cibles et la définition de la vision, des ambitions, des orientations et des leviers de la stratégie. Les organes de gouvernance de la stratégie sont également établis durant cette phase pour assurer une mise en œuvre efficace (Bank Al Maghrib & MEFRA, 2019).

Enfin, la troisième et dernière phase est celle de la mise en œuvre. Cette phase commence par la réunion constitutive du conseil national d'inclusion financière, qui est suivie de l'opérationnalisation du comité stratégique. Dans ce cadre, des groupes de travail techniques sont mis en place pour aborder les différents leviers de la stratégie, et une feuille de route détaillée pour guider les actions futures.

Par ailleurs, tout au long de ces phases, une consultation continue des parties prenantes publiques et privés est effectuée. D'abord menée en 2016 pour la pré-formulation, cette consultation s'est ensuite intensifiée en 2017 et 2018 pour soutenir la formulation de la stratégie. À partir de 2019, elle devient un élément clé de la mise en œuvre, garantissant que toutes les actions entreprises restent alignées avec les attentes et les besoins des parties prenantes (Bank Al Maghrib & MEFRA, 2019).

1.5. Visions et ambitions de la stratégie nationale d'inclusion financière

La vision et les ambitions de la SNIF pour le Maroc sont essentiellement guidées par une analyse comparative qui révèle un besoin urgent de renforcer l'accès aux services financiers au niveau national. En se basant sur le constat des disparités existantes comparés à d'autres pays ayant un PIB (Produit Intérieur Brut) par habitant similaire, la stratégie marocaine aspire à réaliser plusieurs objectifs stratégiques clés. Premièrement, elle vise à atteindre, puis à surpasser un niveau de pénétration des services financiers jugé « pertinent » pour le contexte marocain (Elouaourti & Ezzahid, 2021a). La littérature récente sur l'inclusion financière aborde la

question de l'optimalité du niveau d'inclusion financière, qui est atteint lorsque les services financiers sont fournis aux membres de la population à un prix abordable, suffisant pour encourager les fournisseurs de services financiers à offrir ces services de manière continue et durable. Toute situation qui ne répond pas à ces conditions est sous-optimale (Ozili, 2020).

Les ambitions de la SNIF incluent également la réduction significative des écarts d'accès aux services financiers. Cela implique l'adoption de solutions financières abordables, simples d'utilisation, et la mise en place d'une infrastructure financière plus dense pour améliorer la proximité des services financiers, notamment dans les zones sous-desservis. Un accent particulier est mis sur l'éducation financière et la sensibilisation pour habiliter les populations marginalisées à participer pleinement à l'économie formelle (Bank Al Maghrib & MEFRA, 2019).

En outre, la stratégie entend exploiter l'inclusion financière comme un levier pour stimuler la croissance économique, créer des emplois et atteindre les objectifs de développement durables des nations unies. Cela se traduit par des initiatives visant à transformer l'écosystème financier pour qu'il soit plus inclusif, en renforçant notamment les institutions de microfinance et en adoptant de nouvelles technologies financières. La SNIF est perçue comme un outil crucial pour mobiliser les acteurs et créer un secteur financier plus durable et compétitif (Mekouar & Robert, 2019).

Ces objectifs sont intégrés dans un cadre stratégique qui se veut aligner avec les politiques nationales, optimisant ainsi les synergies entre les différentes initiatives sectorielles pour une efficacité accrue. La SNIF cherche donc non seulement à élever le niveau d'inclusion financière au Maroc mais aussi pour en faire un catalyseur pour le développement socio-économique du pays tout en réduisant les frictions financières et en améliorant l'accès aux services financiers pour tous les segments de la population, et en veillant à ce que les fruits de la croissance économique soient partagés de manière plus équitable (Ezzahid & Elouaourti, 2021b).

2. Banque centrale : Définition et fonctions des banques centrales

Une banque centrale est une institution qui gère la monnaie et la politique monétaire d'un pays ou d'une union monétaire. Elle est chargée de réguler la masse monétaire, la disponibilité et le coût du crédit, ainsi que la valeur de la monnaie sur le marché des changes. Les banques centrales possèdent le monopole de l'augmentation de la base monétaire.

Le concept de banque centrale varie selon chaque pays, en fonction des structures institutionnelles et des cadres législatifs en place. Cependant, elles sont souvent définies comme des institutions gouvernementales autonomes responsables de l'élaboration et de l'exécution de

la politique monétaire, de la supervision du secteur bancaire et de la garantie de la stabilité financière (Singh, 2023).

• « **Élaboration et mise en œuvre de la politique monétaire** » : l'élaboration et la mise en œuvre de la politique monétaire sont le processus par lequel les banques centrales gèrent la masse monétaire dans l'économie d'un pays. Les banques centrales utilisent la politique monétaire pour gérer les fluctuations économiques et atteindre la stabilité des prix, ce qui signifie que l'inflation est faible et stable. Dans de nombreuses économies avancées, les banques centrales fixent des cibles d'inflation explicites. Divers pays en développement adoptent également des objectifs de ciblage de l'inflation (Echarte fernandez, et al., 2021).

• « **Émission et gestion de la monnaie** » : l'émission et la gestion de la monnaie sont une autre fonction des banques centrales. Elles sont responsables de l'émission des billets et des pièces de monnaie dans un pays. Elles gèrent également la quantité de monnaie en circulation en contrôlant le montant d'argent imprimé ou frappé (Heakal, 2023).

• « **Supervision et régulation bancaire** » : la supervision et la régulation bancaire sont une autre fonction importante des banques centrales. Elles supervisent et régulent les banques commerciales pour s'assurer qu'elles fonctionnent dans le cadre juridique établi par la banque centrale. Cela inclut de veiller à ce que les banques commerciales maintiennent des réserves adéquates, respectent les directives de prêt et se conforme à d'autres réglementations (Segal, 2022).

• « **Gestion des changes** » : la gestion des changes est une autre fonction importante des banques centrales. Elles gèrent les réserves de change pour garantir la stabilité de la monnaie d'un pays sur les marchés internationaux. Elles interviennent également sur les marchés des changes pour prévenir une volatilité excessive des taux de change (Basu & Varoudakis, 2013).

• « **Prêteur en dernier ressort** » : les banques centrales agissent comme prêteurs en dernier ressort lors des crises financières en fournissant des liquidités aux banques commerciales. Cela aide à prévenir les faillites bancaires et les risques systématiques susceptibles de déstabiliser l'économie (Callegari, et al., 2023).

La banque centrale, en tant qu'institution pivotale dans la gestion économique nationale, assume des fonctions essentielles qui justifient son rôle prééminent dans l'analyse monétaire et financière.

Tout d'abord, les banques centrales jouent un rôle crucial dans la gestion de la politique monétaire en influençant des variables économiques clés telles que les taux d'intérêt, la masse monétaire et les taux d'inflation. En conséquence, cela a des répercussions de grande envergure

pour les entreprises, les consommateurs et les marchés financiers (Mehrotra & Yetman, 2014). Ainsi, comprendre le rôle des banques centrales dans la gestion de la politique monétaire est essentiel pour les décideurs politiques, les économistes, les entreprises et les individus, car cela permet une prise de décision éclairée et une meilleure compréhension de l'environnement économique global (Sing, 2023).

Par ailleurs, le rôle de la banque centrale dans la gestion des crises financières est également critique, comme l'indiquent laeven et valencia (2013), qui soulignent son rôle de prêteur de dernier recours en situations de tension bancaire pour éviter des effondrements systémiques. De plus, la gestion des réserves de devises étrangères par la banque centrale stabilise la monnaie nationale et facilite le commerce international, ce qui est vital pour l'économie globale (Obstfeld, et al., 2010).

En conclusion, la définition et la compréhension du rôle de banque centrale sont cruciales pour l'analyse économique et la formulation de politiques, car ses interventions peuvent déterminer la trajectoire d'un pays. Par conséquent, l'opérationnalisation de cette variable permet aux économistes et aux décideurs de mieux évaluer et anticiper les impacts des politiques monétaires sur divers aspects macro-économiques.

3. Rôle de Bank Al-Maghrib dans la stratégie nationale d'inclusion financière

Tout d'abord, Bank Al-Maghrib, en tant que banque centrale du Maroc, joue un rôle crucial dans la stratégie nationale d'inclusion financière en orchestrant et en supervisant l'implémentation des politiques cherchant à élargir l'accès aux services financiers à un plus large segment de la population marocaine (Čihák, 2021). Cette implication directe est fondamentale pour garantir que les initiatives d'inclusion financière soient harmonisées avec les objectifs macro-économiques plus larges du pays.

En effet, les recherches de Morgane et Pontines (2014) soulignent l'importance des banques centrales dans la promotion de l'inclusion financière en tant que moyen de stabiliser le système financier et d'accroître la résilience économique. Par ailleurs, par ses programmes de formation financière et ses campagnes de sensibilisation, la banque centrale vise à développer simultanément la littératrice financière et l'adoption des technologies financières. Cela peut conduire à une utilisation plus large et plus efficace des services financiers, stimulant ainsi la croissance économique et la réduction de la pauvreté (Pradnyani & Putri, 2024).

De plus, l'approche de Bank Al-Maghrib dans la SNIF illustre également comment une banque centrale peut jouer un rôle proactif dans l'atténuation des obstacles financiers pour les ménages

et les petits entrepreneurs à faible revenu, en multipliant les possibilités d'accès au crédit et en améliorant les mécanismes de paiement et d'épargne (Banque Mondiale, 2022).

En outre, Bank Al-Maghrib contribue à la SNIF en ajustant les règles réglementaires pour faciliter une plus grande inclusion financière, en implémentant des politiques qui favorisent la stabilité des prix et en soutenant les innovations financières telles que les technologies de paiement numérique, qui sont indispensables pour étendre l'accessibilité aux services financiers (Adelaja, et al., 2024 ; Sant'Anna & Fegueiredo, 2024). Les efforts politiques pour renforcer la stabilité financière ne devraient donc pas seulement se concentrer sur la réglementation macro-prudentielle, mais aussi reconnaître l'effet positif d'un accès plus large aux dépôts bancaires sur la stabilité financière (Han & Melecky, 2013). En outre, Bank Al-Maghrib veille à la supervision du secteur bancaire pour garantir que les institutions financières répondent aux besoins des segments de population marginalisés ou à faible revenu, conformément aux directives de la SNIF. Cette supervision renforce la confiance dans le système financier, élément fondamental pour promouvoir l'inclusion financière (Boulahoual, et al., 2020).

En conséquence, dans le contexte marocain, Bank Al-Maghrib initie et supervise diverses initiatives visant à augmenter le taux de bancarisation et réduire les disparités financières parmi les populations défavorisées. Selon la Banque Mondiale (2016), l'engagement de la banque centrale dans les programmes d'éducation financière et dans la facilitation de l'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les entrepreneurs individuels est crucial en vue d'atteindre les objectifs de la SNIF. De surcroît, Bank Al-Maghrib travaille également en étroite collaboration avec d'autres institutions financières pour mettre en œuvre des technologies financières innovantes qui peuvent surmonter les barrières géographiques et réduire les coûts associés aux transactions, facilitant ainsi une inclusion financière plus large (Demirguc-Kunt, et al., 2018).

Enfin, la régulation par Bank Al-Maghrib de nouveaux produits financiers, comme le mobile banking et les microcrédits, est un autre aspect crucial de son rôle dans la SNIF. Ces services sont extrêmement pertinents dans les régions rurales et moins développées, où l'accès traditionnel aux services bancaires est limité (Claessens, et al., 2016). En supervisant ces services, Bank Al Maghrib assure non seulement leur fiabilité et leur sécurité mais encourage également leur adoption à une échelle plus large.

4. Perspectives futures et évolutions probables

L'évolution de l'inclusion financière au Maroc, sous l'impulsion de Bank Al-Maghrib, se caractérise par une série d'initiatives stratégiques visant à étendre l'accès aux services

financiers, conformément aux objectifs du plan stratégique 2022-2025. Ces initiatives incluent la promotion de la bancarisation, le développement de la microfinance, et l'extension des services financiers numériques. Par exemple, l'accès universel aux comptes bancaires constitue une première étape cruciale pour une inclusion financière plus large (Bank Al-Maghrib & MEFRA, 2019). Les politiques de Bank Al-Maghrib s'intègrent dans cette perspective en visant à intégrer les populations non bancarisées, notamment les femmes, les jeunes et les populations rurales, qui sont souvent les plus marginalisées (Demirguc-Kunt, et al., 2018).

De plus, la transformation de l'épargne informelle en formes plus sécurisées et structurées, ainsi que l'accès à un financement adapté aux besoins des très petites entreprises (TPE) et des ménages, constituent des axes d'évolution importants. Ces efforts visent à améliorer la capacité d'épargne et d'investissement des individus, tout en facilitant l'accès au crédit pour les petites entreprises, contribuant ainsi à la stabilité économique et à l'essor des activités entrepreneuriales (Beck, et al., 2007). Par ailleurs, l'amélioration de l'accès à des produits d'assurance essentiels, tels que les micro-assurances, constitue un pilier central dans la protection contre les risques financiers, en particulier pour les populations vulnérables et les petites entreprises (Mhella, 2024).

L'inclusion financière ne doit pas seulement viser à intégrer économiquement les individus et les entreprises, mais aussi à promouvoir leur développement social. À cet égard, les actions entreprises par Bank Al-Maghrib doivent maximiser la complémentarité avec d'autres politiques publiques, telles que celles liées à l'éducation financière et à l'infrastructure numérique, afin d'assurer une cohérence et une efficacité accrues dans la réalisation de ces objectifs communs (Pearce & Ortega, 2012). En intégrant ces dimensions dans la perspective future de l'inclusion financière, Bank Al-Maghrib peut renforcer son rôle non seulement comme régulateur financier, mais aussi comme agent actif du changement social et économique au Maroc (Banque Mondiale, 2020).

Conclusion

Cette recherche met en lumière le rôle de Bank Al-Maghrib dans la promotion de l'inclusion financière au Maroc en tant que stimulateur et facilitateur des objectifs nationaux d'inclusion financière. En utilisant son influence et ses ressources, Bank Al-Maghrib a efficacement dirigé des efforts significatifs afin d'augmenter le taux de bancarisation et d'encourager l'innovation financière adaptée aux besoins du Maroc. L'analyse des politiques, en termes d'accessibilité des services financiers et de régulation des nouvelles technologies financières, démontre un engagement profond envers la réduction des barrières financières.

À la fin de 2022, le taux d'avancement global de la stratégie nationale d'inclusion financière était de 66%, avec 38% des 109 actions prévues entièrement réalisées et 38% encore en cours de réalisation. Le développement du paiement mobile a atteint un taux d'avancement de 87%, tandis que l'expansion du réseau a progressé de 90%. L'assurance inclusive a atteint 100% des objectifs, avec des offres dédiées aux populations cibles pleinement déployées. De plus, le cadre législatif pour la microfinance a été renforcé, avec un taux d'avancement passant de 70% à 95%. Le suivi des données a été amélioré, avec 70% des actions finalisées, incluant le suivi de la qualité des produits d'inclusion et la mesure de l'impact sur les populations cibles (Bank Al-Maghrib & MEFRA, 2022).

Ces avancées témoignent d'une dynamique positive vers une inclusion financière élargie au Maroc, mais elles soulèvent également des questions cruciales sur leur durabilité. En effet, dans quelle mesure ces programmes resteront-ils pertinents face à l'évolution rapide des technologies financières ? Cette question est d'autant plus pressante que la pérennité des innovations, telles que les paiements mobiles et la microfinance, dépend largement d'un soutien continu des politiques publiques. Il convient également de s'interroger sur l'efficacité des initiatives en matière d'inclusion financière, en particulier dans les zones rurales où les services financiers demeurent limités. Ces initiatives répondent-elles vraiment aux besoins des populations vulnérables ? Enfin, il est nécessaire de définir les indicateurs permettant de mesurer leur impact et d'ajuster les politiques en conséquence.

Malgré les contributions significatives de cette étude à la compréhension du rôle de Bank Al-Maghrib dans la promotion de l'inclusion financière, plusieurs limitations doivent être notées. Tout d'abord, l'analyse repose principalement sur une recherche exploratoire des travaux antérieurs, ce qui limite la profondeur des conclusions tirées. Une étude plus exhaustive, intégrant des données empiriques récentes, pourrait offrir une vision plus complète des dynamiques en jeu. De plus, l'évolution rapide du secteur financier peut ne pas être suffisamment prise en compte dans les études examinées. En effet, les développements récents en matière de technologie financière et les changements réglementaires peuvent affecter la validité des conclusions. Une recherche qui tient compte de ces évolutions serait essentielle pour garantir que les recommandations restent pertinentes et adaptées aux réalités actuelles du secteur.

Malgré certaines limites, cette recherche présente des contributions significatives à la compréhension du rôle de Bank Al-Maghrib dans la promotion de l'inclusion financière au Maroc. Tout d'abord, elle met en lumière l'importance de la stratégie nationale d'inclusion

financière, un domaine souvent négligé dans les études antérieures au Maroc. En explorant les mécanismes par lesquels Bank Al-Maghrib agit en tant qu'acteur clé, cette étude souligne les pratiques innovantes qui peuvent favoriser un meilleur accès aux services financiers pour les populations vulnérables. De plus, elle offre des recommandations concrètes pour les décideurs et les institutions financières, leur permettant de tirer parti de ces initiatives pour renforcer l'inclusion financière. Ces insights sont particulièrement pertinents à une époque où la technologie financière évolue rapidement, et où il est crucial d'adapter les politiques pour répondre aux besoins émergents du marché.

En conclusion, cette recherche ouvre de nouvelles perspectives sur le rôle de Bank Al-Maghrib dans l'inclusion financière au Maroc, ce qui souligne son importance comme levier stratégique pour le développement économique. Elle appelle à une réévaluation des stratégies d'inclusion, notamment pour les groupes vulnérables, et enrichit la littérature sur ce sujet crucial, soulignant que l'inclusion financière est essentielle à la prospérité économique et sociale.

BIBLIOGRAPHIE

Abor, J. Y., Amidu, M., & Issahaku, H. (2018). Mobile telephony, financial inclusion and inclusive growth. *Journal of African Business*, 19, 1–24.

Adelaja, A. O., Umeorah, S. C., Abikoye, B. E., & Neziyana, M. C. (2024). Advancing financial inclusion through fintech: Solutions for unbanked and underbanked populations. *World Journal of Advanced Research and Reviews*, 23(01), 427–438.

African Development Bank. (2013). *Financial inclusion in Africa*. Abidjan: African Development Bank.

Ahmed, H., Mohieldin, M., Verbeek, J., & Aboulmagd, F. (2015). *On the Sustainable Development Goals and the Role of Islamic Finance*, Washington, DC: The World Bank.

Akotey, J. O., & Adjasi, C. K. (2016). Does microcredit increase household welfare in the absence of micro-insurance? *World Development*, 77, 380–394.

Alliance for Financial Inclusion (AFI). (2022). *National Financial Inclusion Strategies: Current State of Practice*. Kuala Lumpur: Alliance for Financial Inclusion.

Anakpo, G., Xhate, Z., & Mishi, S. (2023). The Policies, Practices, and Challenges of Digital Financial Inclusion for Sustainable Development: The Case of the Developing Economy. *FinTech*, 2 (2), 327-343.

Arora, R. U. (2012). Financial inclusion and human capital in developing Asia: The Australian connection. *ThirdWorld Quarterly*, 33, 177–197.

- Arun, T., & Kamath, R. (2015). Financial inclusion: Policies and practices. *IIMB Management Review*, 27(4), 267–287.
- Atta, A. (2023). Financial Inclusion and Economic Empowerment: A Systematic Review. *International Journal of Development and Economic Sustainability*, 11(5), 1-16.
- Bank Al Maghrib & MEFRA. (2019). Rapport Annuel présenté à Sa Majesté le Roi. Rabat.
- Bank Al Maghrib & MEFRA. (2022). Rapport Annuel présenté à Sa Majesté le Roi. Rabat.
- Banque Mondiale. (2014). *Financial inclusion* (Vol. 133). Washington, DC: Banque mondiale.
- Banque Mondiale. (2016). *Améliorer l'environnement politique pour l'inclusion financière dans le monde arabe*. Washington, DC: Banque Mondiale.
- Banque Mondiale. (2016). *financial education in the Arab World: Strategies, Implementation and Impact*. Washington, DC: Banque Mondiale.
- Banque Mondiale. (2017). *Good Practices for Financial Consumer Protection*. Washington, DC: Banque Mondiale.
- Banque Mondiale. (2020). *World Bank approves US\$500 million to support Morocco's financial and digital inclusion reforms*. Washington, DC: Banque Mondiale.
- Banque Mondiale. (2021). *The Drive for Financial Inclusion: Lessons of World Bank Group Experience*. Washington, DC: Banque Mondiale.
- Banque Mondiale. (2022). *Implementation completion and results report: Morocco Microfinance Development Project (Report No: ICR173067)*. Washington, DC: Banque Mondiale.
- Basu, K., & Varoudakis, A. (2013). *How to Move the Exchange Rate If You Must : The Diverse Practice of Foreign Exchange Intervention by Central Banks and a Proposal for Doing it Better*. World Bank. Policy Research Working Paper No. 6460.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2007). Finance, inequality, and the poor. *Journal of Economic Growth*, 12 (1), 27- 49.
- Benyacoub, B. (2021). Étude empirique sur les freins à l'inclusion financière des femmes au Maroc. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2 (4), 323-336.
- Bhanot, D., Bapat, V., & Bera, S. (2012). "Studying Financial Inclusion in North-east India." *International Journal of Bank Marketing*, 30(6), 465–484.
- Bouchtaoui, M. (2023). Digital Transformation and Financial Inclusion: A Strategic Imperative for Morocco's Banking Sector. *African Scientific Journal*, 3 (20), 31- 45.
- Boulahoual, A., Dinia, M., & Bahislaoui, C. (2020). *Institution financière et promotion de*

l'éducation financière au Maroc : Entre objectifs et réalisations. *International Journal of Economics and Management Research*, 1 (2), 124 -153.

Bukari, C., Peprah, J. A., Ayifah, R. N. Y., & Annim, S. K. (2020). Effects of credit 'plus' on poverty reduction in Ghana. *Journal of Development Studies*, 57, 1–18.

Callegari, G., Marimon, R., Wicht, A., & Zavalloni, L. (2023). On a lender of last resort with a central bank and a stability Fund. *Review of Economic Dynamics*, 50, 106 -130.

Čihák, M., Mare, D. S., & Melecký, M. (2021). Financial inclusion and stability: Review of theoretical and empirical links. *The World Bank Research Observer*, 36 (2), 197- 233.

Chiapa, C., Prina, S., & Parker, A. (2016). The effects of financial inclusion on children's schooling, and parental aspirations and expectations. *Journal of International Development*, 28, 683–696.

Claessens, S., & Rojas-Suarez, L. (Eds.). (2016). *financial regulation for improving financial inclusion: The role of central banks in promoting innovation*. Center for Global Development. Task Force Report.

Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2018). *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*. Washington, DC: World Bank.

Dev, S. M. (2006). "Financial Inclusion: Issues and Challenges." *Economic and Political Weekly*, 41(41), 4310–4313.

Duflo, E., Banerjee, A., Glennerster, R., & Kinnan, C. G. (2013). The miracle of microfinance? Evidence from a randomized evaluation. *National Bureau of Economic Research*.

Elouaourti, Z., & Ezzahid, E. (2022). Factors of regional financial inclusion in Morocco. *Regional Science Policy & Practice*, 16 (3), Article 12516.

Ezzahid, E. and Elouaourti, Z. (2021a), "Financial inclusion, mobile banking, informal finance and financial exclusion: micro-level evidence from Morocco", *International Journal of Social Economics*, Vol. 48 No. 7.

Ezzahid, E., & Elouaourti, Z. (2021b). Financial Inclusion, Financial Frictions, and Economic Growth: Evidence from Africa. *Journal of African Business*, 23 (3), 731–756.

Giordano, T., & Ruiters, M. (2016). Closing the development finance gap in post-conflict and fragile situations: What role for development finance institutions? *Development Southern Africa*, 33, 562–578.

Han, R., & Melecký, M. (2013). Financial inclusion for financial stability : Access to bank deposits and the growth of deposits in the Global Financial Crisis. *Policy Research Working*

Paper Series, Article 6577.

Heakal, R. (2023). Central Bank. Investopedia. Récupéré de <https://www.investopedia.com/articles/03/050703.asp>.

Jalilian, H., & Kirkpatrick, C. (2002). Financial development and poverty reduction in developing countries. *International Journal of Finance and Economics*, 7, 97–108.

Koomson, I., Bukari, C., & Villano, R. A. (2021). Mobile money adoption and response to idiosyncratic shocks: Empirics from five selected countries in sub-Saharan Africa. *Technological Forecasting and Social Change*, 167, 120728.

Koomson, I., Villano, R. A., & Hadley, D. (2020). Effect of financial inclusion on poverty and vulnerability to poverty: Evidence using a multidimensional measure of financial inclusion. *Social Indicators Research*, 149(2), 613–639.

Laeven, L., & Valencia, F. (2013). Systemic Banking Crises Database. *IMF Economic Review*, 61 (2), 225 - 270.

Mao, F., Wang, Y., & Zhu, M. (2023). Digital financial inclusion, traditional finance system and household entrepreneurship. *Pacific-Basin Finance Journal*, 80, 102076.

Mehrotra, A. N., and J. Yetman. 2014. “Financial Inclusion and Optimal Monetary Policy.” BIS Working Paper (No. 476). Bank for International Settlements: Basel, Switzerland.

Mekouar, Y., & Robert, J. (2019). L'inclusion financière au Moyen-Orient et au Maghreb : Défis et opportunités. *Revue d'économie financière*, 136, 315 - 342.

Mhella, D. J. (2024). Exploring the Role of Microinsurance in Financial Inclusion: A Tanzanian Case Study. *Perspectives on Global Development and Technology*, 22 (3), 321– 368.

Mishra, D., Kandpal, V., Agarwal, N., & Srivastava, B. (2024). Financial Inclusion and Its Ripple Effects on Socio-Economic Development : A Comprehensive Review. *Journal of Risk and Financial Management*, 17 (3), 105.

Morgan, P., & Pontines, V. (2014). Financial Stability and Financial Inclusion. SSRN Electronic Journal. ADBI Working Paper 488.

Munyegera, G. K., & Matsumoto, T. (2016). Mobile money, remittances, and household welfare: Panel evidence from rural Uganda. *World Development*, 79, 127–137.

Obstfeld, M., Shambaugh, J. C., & Taylor, A. M. (2010). Financial Stability, the Trilemma, and International Reserves. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 2 (2), 57- 94.

OCDE (2016), Le financement des PME et des entrepreneurs 2016 (Version abrégée) : Tableau de bord de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris.

Oyewole, O. J., Al-Faryan, M. A. S., Adekoya, O. B., & Oliyide, J. A. (2024). Energy

efficiency, financial inclusion, and socio-economic outcomes: Evidence across advanced, emerging, and developing countries. *Energy*, 289, Article 130062.

Ozili, P. K. (2020). Optimal financial inclusion. In B. N. Jeon & J. Wu (Eds.), *Emerging Market Finance: New Challenges and Opportunities*. *International Finance Review*, Vol. 21, pp. 251-260.

Pearce, D., & Ortega, C. (2012). *Financial Inclusion Strategies: Reference Framework* (No. 78761). Washington, DC: World Bank.

Pradnyani, N. W. A., & Putri, I. G. A. M. A. D. (2024). Financial literacy, financial technology, and financial inclusion: Effect on the financial management of MSMEs. *World Journal of Advanced Research and Reviews*, 23 (01), 1452– 1465.

Sant'Anna, D. A. L. M., & Figueiredo, P. N. (2024). Fintech innovation: Is it beneficial or detrimental to financial inclusion and financial stability? A systematic literature review and research directions. *Emerging Markets Review*, 60, Article 101140.

Segal, T. (2022). Central Bank. Investopedia. Récupéré de <https://www.investopedia.com/terms/c/centralbank.asp>

Singh, A. (2023). The Role of Central Banks in Managing Monetary Policy and its Effects on the Economy : An Empirical Analysis of Policy Tools, Economic Indicators, and Implications. *Journal of Student Research*, 12 (4).

Sun J, Zhang J (2024). Digital Financial Inclusion and Innovation of MSMEs. *Sustainability*, 16 (4):1404.

Zogning, F. (2022). Inclusion financière, entrepreneuriat inclusif et modèles alternatifs de financement. *Journal of Small Business & Entrepreneurship*, 35 (1), 1–7.